

LE CANADA

Journal Quotidien du soir

LA VALLEE DE L'OTTAWA
Journal Hebdomadaire à 16 pages

Directeur de la rédaction: OSCAR McDONALD
Bureau: 414 et 416 Rue Sussex
Mardi 14 Octobre 1890

LES PERSONNES QUI NE RECEVONT PAS LEUR JOURNAL REGULIEREMENT SONT PRIEES DE DONNER AVIS SANS DELAI AU BUREAU DE L'ADMINISTRATION.

ECHOS DU JOUR

Il y a en France 2,073,000 familles qui n'ont pas d'enfants.

L'Alban est depuis quelques jours l'hôte de la reine d'Angleterre.

Jusqu'à quinze personnes ont offert leurs services pour peindre Bircball.

Le procès Lamontagne à Sherbrooke coûte à la province de Québec près de \$7,000.

Le GLANDEUR va paraître à Québec. On le donne comme "un organe des jeunes."

M. McKinley est ob de se faire réélire et il a commencé sa campagne électorale.

Bircball qu'on soupçonne de vouloir se suicider est gardé avec un soin tout particulier.

M. Lemiens va demander que Léla Lamontagne soit mise en liberté en fournissant des cautions.

Toutes les contestations électorales l'Ontario seront plaidées du 11 novembre au 6 janvier prochain.

Les grévistes d'Australie demandent aux ouvriers anglais \$100,000 pour pouvoir continuer leur grève.

Sir Richard Cartwright doit porter la parole le 20 octobre à Renfrew, près à Pembroke et à Merrickville.

On annonce qu'un savant américain a réussi à convertir le téléphone en baromètre pour annoncer le mauvais temps.

L'hon. M. McCreery vient de se donner un autre avocat dans son procès contre M. Tarte: l'hon. M. L.P. Pelletier. Ça lui en fait six.

On lit dans la GAZETTE de Montréal: Il y a déjà une semaine que le pays subit les effets de la nouvelle législation douanière des Etats-Unis, et la ruine du Canada est encore invisible à l'horizon.

Jeddi le COULBIER de Canada publie un numéro exclusivement consacré à des matières historiques, ce jour marquant la deuxième centenaire du siège de Québec vaillamment soutenu contre Philippe de Frontenac.

Un extra de la GAZETTE OFFICIELLE publiée hier, contient une proclamation abolissant les droits d'exportation sur les billets d'épingle blanche, les billets de pin, et sur les billets à bardeaux de pin ou de cèdre et les billets à bardeaux d'étrés convertis en billes à bardeaux.

Il est d'usage, dans la monarchie prussienne, de faire apprendre un métier manuel à tous les enfants des familles princières. L'empereur Frédéric était charpentier et Guillaume II est, paraît-il, un excellent relieur. Les trois fils du prince Albert de Prusse, dont les deux sont marquis et le troisième menuisier, construisent actuellement un pavillon sous la direction de maître ouvriers. Presque chaque jour, le prince Albert vient lui-même surveiller les travaux.

On calcule que le gouvernement anglais entretient, dans les îles de la mer du Nord, 50,000 hommes en Irlande pour maintenir la population. Or, la population mâle, adulte et valide de l'Ile ne dépasse pas 500,000 têtes, dont 200,000 au moins sont opposés aux revendications autonomes et agraires. On peut donc compter en moyenne un soldat ou agent de police armé pour six Irlandais sans armes.

Rien que le corps de police coûte trente sept millions par an.

L'ASIS SOCIETY, journal qui s'occupe exclusivement des choses du monde, dit que le prince Albert Victor, fils aîné du prince de Galles, est devenu, il y a plusieurs mois déjà, amoureux fou de la princesse Hélène, seconde fille du comte de Paris.

La princesse est née le 16 juin 1871; elle a par conséquent 19 ans. Le prince a été de 26 ans. La princesse aurait accepté, dit le journal, les hommages du prince, et la reine Victoria aurait donné son consentement à un mariage à la condition que la jeune princesse se convertirait au protestantisme. La comtesse de Paris aurait accepté cette condition, mais le comte de Paris se serait opposé et s'opposera encore à ce mariage, ne voulant pas que sa fille changeât de religion.

M. Israël Tarte, du CANADIAN, vient d'éprouver un premier échec. On se rappelle qu'il poursuivait le représentant Thomas McCreery, lui réclamant la jolie petite somme de \$300,000 pour avoir pris sa place sur Communes pendant qu'il était un des entrepreneurs des travaux publics du gouvernement.

Le juge Andrews a renvoyé la cause pour vice de forme, condamnant le plaignant aux frais de la procédure. Un des principaux vices de cette procédure consistait en ce que l'Affidavit de M. Tarte avait été fait sous serment par devant un des avocats de M. Tarte, qui est en même temps commissaire de la Cour Suprême.

En payant les frais déjà encourus, M. Tarte peut représenter la question.

LE COMTE DE PARIS

Nous donnerons demain notre opinion sur les faits suivants relatés par la PATRIE d'acier.

L'invitation suivante a été reçue, ce matin vers les 10 heures, par un assez grand nombre de citoyens: "MONSIEUR,

"Vous êtes prié d'assister à une assemblée, qui aura lieu lundi, le 13 courant, à 11 heures, à m., dans les bureaux du maire, à l'hôtel de ville, pour aviser aux moyens à prendre pour recevoir le comte de Paris, lors de sa prochaine visite à Montréal.

L. O. DAVID, G. A. BROLET, E. P. LACHAPPELLE.

"MONTRÉAL, 11 octobre 1890."

En réponse à cet appel, une cinquantaine de citoyens se rendirent à l'hôtel de ville et s'organiseront en comité préliminaire, en choisissant M. le maire Grenier comme président.

M. le Dr Lachapelle expliqua le but de l'assemblée en disant qu'il s'agissait de faire une réception à nos visiteurs illustres, M. le comte de Paris et de sa suite, mais qu'il désirait qu'il fût bien compris que la démonstration ne devait pas prendre un caractère politique et officiel.

L'échevin Geo. W. Stephens et l'hon. juge Taschereau abondèrent dans le même sens.

M. J. X. Perreault avait préparé d'avance une motion qui se lisait comme suit: "M. J. X. Perreault propose appuyé par M. l'échevin Stephens: "Que les citoyens de Montréal, sans distinction de partis politiques et de nationalités, désireux de rendre hommage à Monseigneur le comte de Paris et sa suite, et se soient réunis pour leur prochaine visite pour leur offrir l'hospitalité la plus large sans vouloir cependant, en aucune manière, donner à cette démonstration un caractère politique et officiel."

M. Louis Fréchette s'éleva avec force contre l'idée de donner une réception publique au comte de Paris qui est l'ennemi déclaré du gouvernement français, et il affirma que pour lui, il ne désirait pas prendre part à cette démonstration et qu'on ne devrait pas parler ainsi aux noms de tous les citoyens qui étaient loin d'être unanimes à ce sujet.

M. Beaugrand fit aussi remarquer que ce titre de "Monsieur le comte de Paris" n'appartient qu'au roi de France, et qu'on ne devait pas ainsi donner du "monseigneur" à tout le monde, sans distinction.

On supprima le monseigneur et on donna à la résolution le ton amical qu'elle comporte maintenant.

Il est évident d'ailleurs que la chose avait été arrangée d'avance et afin de bien rendre compte de l'esprit de la démonstration, qu'il nous suffise de dire qu'on avait envoyé une lettre à M. Schwob, vice-consul de France, l'invitant à aller faire des salutations. L'ennemi déclaré par un gouvernement qu'il représente.

M. Louis Fréchette après avoir élogieusement exposé la situation, proposa l'amendement suivant, à la résolution de M. Perreault: "Proposé par M. L. Fréchette, appuyé par M. H. Beaugrand: Que malgré tout le respect que nous nous avons pour M. le comte de Paris, nous croyons qu'il est inopportuniste de faire aucune démonstration qui ait le moindre caractère officiel pour sa réception à Montréal, vu que sa position officielle comme prétendant au trône de France, pourrait faire interpréter leur démarche comme un acte d'hostilité au gouvernement français."

M. Beaugrand appuya l'amendement de M. Fréchette et déclara qu'il n'en faisait aucune démonstration publique l'on pourrait s'attendre à une contre-démonstration; que si l'on avait des monarchistes à Montréal, il y avait aussi des citoyens qui se glorifiaient d'être républicains.

L'amendement de M. Fréchette étant mis aux voix, MM. Fré-hette, H. Beaugrand et Raoul Dandurand votèrent affirmativement.

La proposition de M. J. X. Perreault fut adoptée par la voix suivante: M. le maire Grenier, Louis Tourville, Louis Baubien, J. R. Thibaudau, M. le docteur E. P. Lachapelle, Raymond Préfontaine, D. Pariseau, Chs. Chaput, F. X. Moisan, L. A. Galerneau, vicomte de Bouthillier, A. Turrene, chef de police Hughes, J. X. Perreault, L. O. David, Gustave Drolet et Hurteau, Wilson, Glendinning et Conroy.

Sur la proposition du sénateur Thibaudau, le comité suivant fut nommé pour organiser une démonstration au comte de Paris et à sa suite qui devront être ici le 25 ou le 26 du mois courant pour n'y rester qu'une seule journée: Sir A. A. Dorion, sir Frederick Johnson, sir Donald Smith, sir William Dawson, Hon. D. A. Macdonald, Hon. Peter Mitchell, Hon. Geo. Drummond, Hon. Ed. Murphy, Hon. J. R. Thibaudau, Hon. A. Lacoste, Hon. A. Oumet, Hon. J. E. Robitoux, Hon. L. O. Tallon, Hon. L. Beaubien, Hon. H. Archambault, M. J. A. Nantel, M. P. P. J. Curran, M. P. A. Desjardins, M. P. l'échevin Rolland, l'échevin R. Préfontaine, M. P. l'échevin H. B. Rainville, M. P. P. l'échevin C. Stevenson, l'échevin Glendinning, M. P. P. l'agent-colonel Dugas, recorder DeMontigny, le chef de police Hughes, Guillaume Lamothé, C. A. Geoffrin C. R. F. L. Béique, C. R. L. O. David, Gustave A. Dro-

LE COMTE DE PARIS

let, Geo. W. Stephens, Dr Hington, Dr Rottot, Dr E. P. Lachapelle, Duncan McIntyre, Montague Allan, Hector Mackenzie, R. B. Angus, L. J. Forçat, Alf. Thibaudau, Chs. C. Chaput, Alp. Leclair, R. White, Hugh Graham, John R. Dougal, Joseph Tassé, Fabien Vanasse, C. A. Dansereau, Gustave Lamothé, F. X. Perreault, J. P. Claghorn et Damase Pariseau.

M. Raoul Dandurand remarqua que l'on faisait un comité fautaisiste, sans savoir si les personnes que l'on nommait sur le comité, voudraient bien venir à la démonstration, et qu'on avait écrit à chacune des personnes nommées pour s'assurer de leur adhésion au mouvement.

C'était une bien bonne idée que celle d'inviter M. Schwob, le vice-consul de France, à la réception de M. le comte de Paris. L'ennemi déclaré du gouvernement qu'il représente. M. Schwob répondit naturellement par un refus.

Il est à peu près certain qu'il y aura une contre-démonstration en faveur de la république. On dit que si l'on donne un dîner, l'ennemi sera d'un autre, le même soir, en l'honneur de la France républicaine.

On nous annonce que les Français vont se réunir immédiatement pour protester contre toute signature de M. J. X. Perreault qui pourrait vouloir donner à cette réception un caractère politique.

LE CHEMIN DE FER DE SIBERIE

SAINT PETERSBURG, 14 oct. — Le Nord-Ouest russe dit que le gouvernement russe va commencer bientôt la construction du chemin de fer de Sibirie. Les fonctionnaires du gouvernement seront chargés de ces travaux; on ne prendra pas d'entrepreneurs. Ce jour même, le chemin de fer aura beaucoup d'importance tant au point de vue stratégique que commercial, car il amènera des relations plus suivies entre la Russie et l'Amérique par la voie du Pacifique.

UN PÈRE DE FAMILLE EMPOISONNÉ

OKLAHOMA, 14 oct. — Le public a été terrifié hier en apprenant que Clayton Lloyd, cultivateur de 35 ans, avait empoisonné sa femme et ses trois enfants avec la "Mortelle". Le cadavre de la femme fut trouvé dans la viande et quand le dîner fut servi les enfants ont mangé et sont tombés morts à table. Mme Lloyd est tombée malade et est au bout de quelques heures. La réputation de cet homme a toujours été mauvaise et on le craignait. Il ne restait plus qu'à attendre la mort de sa femme et de ses enfants. On a découvert que ce sont des hommes déguisés en femmes.

UNE ASSOCIATION CATHOLIQUE ANTI-ALCOOLIQUE EN ALLEMAGNE

BRUXELLES, 14 oct. — Il vient de se fonder à Mayence, sous la présidence du prince de Löwenstein, avec le concours d'un grand nombre de personnalités catholiques influentes, une association anti-alcoolique. L'association a pour but de combattre les erreurs et les tentatives de bouleversement du terrain social, de défendre l'organisation chrétienne de la société.

Tous les catholiques allemands pourront faire partie de l'union moyennant le paiement d'une cotisation annuelle d'un franc. Un comité central sera élu par l'assemblée générale des membres et devra être composé de représentants de diverses parties de l'Allemagne; il s'agira à Mayence. Afin d'atteindre les résultats à visé se propose, l'union criera des associations chrétiennes d'ouvriers, organisera des conférences et des réunions et répandra des brochures.

DES RISSONS S'ÉCHAPPENT

DENVER, 14 oct. — Le gouverneur Melhu de Wyoming, a reçu une lettre du département de l'Intérieur demandant qu'il se réfugie un troupeau de 20 bœufs qui se sont échappés du parc national de Yellow Stone, il y a quelques semaines. Le troupeau a été vu plusieurs fois, ces jours derniers, à Big Horn, et on croit qu'il doit maintenant se trouver à Red Desert, sur les réserves des sauvages. Un parti de chasseurs s'est mis en route, la semaine dernière, pour les capturer. Un certain nombre d'hommes sous la direction du département de l'Intérieur, vont entreprendre une expédition dans le but de le ramener au parc des réserves. Ce sera une magnifique partie de chasse, à cause des régions que les chasseurs auront à parcourir dans le Wyoming, défendant sévèrement de tuer le bœuf, mais on craint que les Indiens errants rencontrent ces bœufs, ils se fassent pas scrupule de les massacrer. Ce sont, dit-on, les seuls bœufs à l'état sauvage, qui se trouvent aux Etats-Unis.

DRAME DE STANSTEAD

SHERBROOKE, 14 oct. — Le procès de Blanchard, accusé du meurtre de Colkins a été commencé hier.

Le prisonnier est un vagabond dont le dossier criminel était passablement chargé aux Etats-Unis.

La victime, un forgeron, le 18 novembre 1889, discutait avec le prisonnier une question de navigation dans une anse de Beaver Plain, canon de Stanstead.

Le prisonnier s'est écrié pendant la discussion et s'est mis à brandir un revolver et à godaillier contre son interlocuteur.

Tout à coup il dit: "Je vais te famber la cervelle!" et il a tiré la figure de Colkins. Celui-ci s'était levé pour lui tirer le pistolet. Il y a eu lutte et Blanchard a logé deux balles dans le dos de Colkins. La victime est morte le 25.

Le prisonnier s'est sauvé à West Charlston, Vt., à treize milles de l'autre côté de la frontière.

Nouvelles de Québec

QUÉBEC, 14 oct. — On dit qu'il s'est passé quelques choses dans une certaine rue de St-Sauveur. Il s'agit d'un individu qui est allé se faire assommer par un individu qui se nomme M. Cardin, et qui est allé se faire assommer par un individu qui se nomme M. Cardin, et qui est allé se faire assommer par un individu qui se nomme M. Cardin.

— Un nommé Fortin est tombé d'un échafaud à Lévis et s'est tué. Il n'avait que 25 ans et soutenait ses vices parents.

— La cour hier Joe. Letellier (assassinant de Mlle Agnes Brown) a été condamné à 6 ans de pénitencier.

— On a accordé au meurtrier Morin le sursis nécessaire pour faire l'appel à la Cour Suprême.

— M. Mercier vient de retirer au NATURALISTE CANADIEN, l'allocation annuelle de \$400.00.

— M. J. S. Murphy, marchand de bois, a pris l'initiative en soumettant de \$25,000 contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W. Poiré, de la maison Bryant, Poiré & Co. de Londres, à cause de ses relations inéquitables que le défendeur a eues contre le demandeur à l'assemblée annuelle de ses associés.

— Le juge Carant a rendu jugement dans la cause en diffamation de M. Owen Murphy contre M. Henry W